REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA
FONCTION PUBLIQUE ET DE LA
SECURITE SOCIALE

DIRECTION GENERALE DE LA
FONCTION PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION
DES CARRIERES ADMINISTRATIVES

V. I. S. A. S. :

96 -284 du 14 Juin 1996

DECRET N° _____ /MIFPS/DGFP/DCGA/SR--

portant versement, reclassement et nomination de Monsieur PANDI Raymond, Instituteur des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux
(ENSEIGNEMENT)

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

DGB :

- (/u la Constitution du 15 Mars 1992 ;
(/u la loi n° 021/89 du 14 Novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
(/u le décret n° 59/23 du 30 Janvier 1959 fixant les conditions d'intégrations dans les cadres des catégories B, C, D, E (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;
(/u le décret n° 62/130/ME du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
(/u le décret n° 62/195 du 5 Juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres des fonctionnaires de la République du Congo ;
(/u le décret n° 62/198/FP du 5 Juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
(/u le décret n° 62/426 du 29 Décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des services administratifs et financiers ;
(/u le décret 74/470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62/196/FP du 5 Juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
(/u le décret n° 73/143 du 24 Avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
(/u le décret n° 85/1068 du 10 Septembre 1985 modifiant l'article 2 du décret n° 80/630 du 27 Décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
(/u le décret n° 94/769 du 28 Décembre 1994 portant suspension des effets financiers à la suite d'une titularisation, d'un avancement, d'un reclassement, d'une révision de situation administrative ou de toute autre promotion ;
(/u le décret n° 94/854 du 31 Décembre 1994 déterminant les niveaux de recrutement dans la Fonction Publique ;
(/u le décret n° 95/025 du 13 Janvier 1995 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
(/u le décret n° 95/026 du 22 Janvier 1995 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
(/u le décret n° 95/027 du 22 Janvier 1995 portant nomination des Ministres Délégués, Membres du Gouvernement ;
(/u le décret n° 95/032 du 02 Février 1995 portant organisation des Intérim des Membres du Gouvernement ;
(/u l'arrêté n° 2087/FP du 21 Juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
(/u l'arrêté n° 169/MIFPS/DGFP/DFP du 12 Janvier 1985 autorisant Monsieur PANDI Raymond, Instituteur de 3° échelon à suivre un stage de Formation en Gestion du Personnel en France ;

DGCF :

(/u le rectificatif n° 3913/MTSSJ/DGFP/DGPCE du 20 Août 1987 à l'arrêté n° 169/MTSSJ/DGFP du 18 Janvier 1985 autorisant Monsieur PANDI Raymond, Instituteur de 3° échelon à suivre un stage de formation en Gestion du Personnel en France ;
 (/u l'arrêté n° 1755/MTSSJ/DGFP/DGPCE/SAV du 15 Mai 1991 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en tête : MIANALEMBOZABA Antoinette ;
 (/u la lettre n° 1506 du 05 Octobre 1994 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement
 (/u la lettre n° 818/MENRSE-CAB-DGASG-DPAA-SP-DFP du 28 Juin 1993 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Education Nationale, transmettant le dossier de l'intéressé ;

SECRET :

ARTICLE 1ER : En application des dispositions combinées des décrets n° 62/426 du 29 Décembre 1962, 73/143 du 24 Avril 1973, et 94/854 du 31 Décembre 1994 susvisés, Monsieur PANDI (Raymond) Instituteur de 6° échelon, indice 860 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du diplôme de Spécialisation Supérieure Ingénieur Audit en Organisation et Gestion du Personnel délivré par l'Ecole Supérieure d'Administration du Commerce et d'Industrie (E.S.A.C.I.) à Paris (France) est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers -SAF- (Administration Générale) reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé au grade d'Administrateur des SAF de 2° échelon, indice 890 ACC = 2 ans.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 94/769 du 28-Décembre 1994 susvisé, ce-reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 15 Février 1993 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage sera ~~publié au JORC et communiqué partout où besoin sera.~~

Brazzaville, le 14 Juin 1996

Par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Le Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche Scientifique et Technologique, chargé de l'Enseignement Technique

Martial De Paul IKOUNGA.-

Le Ministre du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale

Professeur Anaclét ISOMAMBET.-

Général Jacques Joachim YHOMBY-OPANGO.-

Le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget et de la Coordination des Régies

Luc Daniel Adamo MATETA.-

AMPLIATIONS :

- JORC 1
- DGFP/DGCA..... 3
- DGFP/DIC 1
- DGB..... 3
- DGCF..... 2
- DOSSIER 3
- INTERESSE..... 1
- SGG/EC..... 2